

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Centre
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 17/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVOS

60, rue Jean Giraudoux
67000 STRASBOURG

Références : 724/MS/CE
Code AIOT : 0006700724

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement EVOS implanté 60 rue Jean Giraudoux - 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite annuelle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVOS
- 60 rue Jean Giraudoux - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie urbaine de HautePierre, dont l'exploitation est déléguée à la société EVOS depuis mi-2022 alimente le réseau de chaleur desservant les quartiers de HautePierre et des Poteries. Elle dessert également la blanchisserie de l'hôpital à laquelle un appareil (CHVB4) est dédié.

La chaufferie est en cours de rénovation. Deux chaudières ont été enlevées (n° GE1 et GE2 respectivement 38 et 52 MW) et sont en cours de remplacement par deux appareils de 10 MW chacun (en place, GN2 et GN3) et deux appareils de 25 MW chacun (annoncés pour le mois de janvier, GN1 et GN4). Les chaudières en exploitation d'ici au démarrage des nouvelles sont les appareils historiques HP3 (haute pression, 44 MW) et CHVB4 (blanchisserie, 12 MW) renforcés par 7 chaudières mobiles transitoires apportant 30 MW supplémentaires.

Les appareils HP3 et CHVB4 sont maintenant connectés aux nouvelles cheminées construites en 2023, dont l'une comporte un nichoir. L'ancienne cheminée ne collecte plus de fumées. Elle est conservée car colonisée par un couple de faucons pèlerins.

La chaufferie n'est plus alimentée qu'au gaz.

La cessation d'activité et le démantèlement du dépôt de fuel restent à réaliser.

La visite du 05 décembre a été réalisée en référence aux conclusions de la précédente, portant principalement sur l'assurance qualité des appareils de mesure en continu des émissions atmosphériques.

L'inspection s'est rendue en salle de commande et a visité le chantier. Elle s'est assurée visuellement de la présence de vannes de sécurité sur les appareils mobiles (deux électrovannes et une vanne manuelle).

Les référentiels sont l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 et l'arrêté préfectoral codificatif du 22 mai 2019, modifié le 13 mars 2023 pour le remplacement des générateurs GE1 et GE2.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesure des émissions atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesure en continu des NOx et du CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 25 et 27	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Assurance qualité des AMS – QAL1 -QAL2 - QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Conditions de respect des valeurs limites, commentaires	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesure en continu de l'oxygène, de la pression et de la température	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Sans objet
5	Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité

La fréquence annuelle de vérification AST n'est pas respectée en ce qui concerne les générateurs HP3 et CHVB4, non-vérifiés en 2023.

La procédure QAL 3 n'est pas suivie.

Les mesures semestrielles des émissions des chaudières appelées à fonctionner moins de 10 000 heures n'ont pas été réalisées.

Les rapports trimestriels ne sont pas envoyés après chaque fin de trimestre. Les résultats de ceux transmis avant la visite, sur demande de l'inspection, ne sont pas commentés.

Observations, questions

L'inspection considère qu'il est acceptable de regrouper les mesures par organisme accrédité en janvier 2024, mais que, ces mesures valant pour 2023, une deuxième campagne devra intervenir avant la fin de l'année 2024.

Il est attendu qu'il soit rendu compte, explicitement, du respect ou non des critères de conformité de l'article 34 de l'arrêté ministériel à chaque transmission de résultats.

Ceci fait partie du commentaire obligatoire (article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral).

Les résultats transmis trimestriellement doivent inclure ceux de la surveillance hebdomadaire des chaudières mobiles. Il est attendu que cela soit régularisé pour la période de juin à novembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure en continu des NOx et du CO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 25 et 27
--

Thème(s) : Risques chroniques, mesures en continu
Prescription contrôlée : I. - La concentration en NOX dans les gaz résiduels est mesurée en continu. (...) pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ; (...) I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu. (...) pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ; AP du 22/05/2019, article 9.2.1.
Constats : La mesure en continu des oxydes d'azote et du monoxyde de carbone s'impose à tous les appareils fixes. Les conduits des deux chaudières de 10 MW ne sont pas encore équipés. Les travaux ont été annoncés comme devant démarrer le 06/12/2023. L'exploitant a aussi annoncé la totale rénovation des systèmes de mesure en place sur les chaudières HP3 et CHVB4. Les chaudières mobiles, étant appelées à fonctionner moins de 10 000 heures sur site ne sont pas équipées de systèmes de mesure en continu. Ces chaudières ont été mises en service à compter du mois de juin inclus. La première mesure semestrielle aurait dû intervenir au mois de novembre. Elle n'a pas été réalisée. L'exploitant a annoncé l'intervention d'un bureau de contrôle en décembre. Il a aussi indiqué procéder à des contrôles non normalisés hebdomadaires ("malette de combustion").
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesure en continu de l'oxygène, de la pression et de la température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, mesures en continu
Prescription contrôlée : La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu. La mesure en continu n'est pas exigée : - pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels, lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions ; - pour les chaudières d'une puissance inférieure à 100 MW autorisées avant le 31/07/2002, ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date, pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27/11/2003 et qui ne disposent pas d'un dispositif de traitement des fumées. Dans ce cas, une mesure trimestrielle est néanmoins exigée.
Constats : La chaufferie EVOS a été autorisée en 1991. Aucune des chaudières qui la composent n'atteint 100 MW. Les gaz doivent être séchés avant analyse (art. 9.2.1 de l'arrêté préfectoral). La mesure de l'oxygène des appareils HP3 et CHVB4 est assurée par les mêmes analyseurs que ceux réalisant celles des oxydes d'azote et du monoxyde de carbone. L'inspection attend toujours des informations détaillées sur les conditions de mesure de la température et de la pression, techniquement nécessaires pour ramener les valeurs de concentration des polluants aux conditions normales. Cette question reste posée pour HP3 et CHVB4. Les nouvelles chaudières ("GN" 1 à 4) sont couvertes par l'autorisation initiale mais mises en service

après le 27/11/2023. La mesure en continu des paramètres cités est obligatoire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Assurance qualité des AMS - QAL1 - QAL2 – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, mesures en continu
Prescription contrôlée : I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.
Constats : De nouveaux certificats QAL1 devront être produits pour tous les appareils de mesure en continu du site. Les rapports "QAL 2" disponibles datent de : <ul style="list-style-type: none">• 2021 pour HP3 ;• 2020 pour CHVB4. L'exploitant n'a pu justifier de l'intégration des droites d'étalonnage, se bornant à indiquer que cette opération était réalisée par le prestataire chargé des appareils de mesure en continu et qu'il n'a pas accès à la donnée. Ce prestataire ayant changé, l'exploitant affirme qu'il ne pourra en justifier pour les appareils de contrôle en place. L'inspection a insisté pour que l'exploitant obtienne de son nouveau prestataire l'accès à cette information. L'exploitant n'a pas été en mesure de produire de carte de contrôle QAL3. La fréquence annuelle de vérification AST n'est pas respectée en ce qui concerne le générateur HP3, contrôlé le 04/03/2021 mais ni au mois de mars 2022 ni au mois de mars 2023. Elle ne l'est pas non plus pour le générateur CHVB4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conditions de respect des valeurs limites, commentaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, résultats de la surveillance
Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : <ul style="list-style-type: none">- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.

Articles 9.5.1 et 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 22/05/2019 : • transmission trimestrielle des résultats des analyses prescrites ; • commentaires systématiques des résultats.
Constats : Il est attendu qu'il soit rendu compte, explicitement, du respect ou non de ces critères de conformité à chaque transmission de résultats. Ceci fait partie du commentaire obligatoire (article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral). Les résultats trimestriels de l'année 2023 n'ont été transmis à l'inspection que la veille de la visite, sur sa demande. Ils ne comportent aucun commentaire, même quand des dépassements sont constatés (par exemple : CHVB 4, CO au mois de juin 2023, 23 dépassements journaliers sur 28 jours de fonctionnement. Les rapports transmis montrent aussi d'autres dépassements y compris pour HP3 lors d'autres mois de l'année). Les résultats transmis trimestriellement doivent logiquement inclure ceux de la surveillance hebdomadaire des chaudières mobiles. Il est attendu que cela soit régularisé pour la période de juin à novembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, mesures annuelles
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu (AST).
Constats : La mesure annuelle 2023 n'a pas été réalisée. L'exploitant entend la réaliser en 2024 après le démarrage des appareils GN3 et GN4. Les derniers contrôles annuels présentés remontent au mois de décembre 2022 et ont concerné les émissions des chaudières GE1 (enlevée du site aujourd'hui), HP3 et CHVB4 (résultats conformes). L'inspection considère qu'il est acceptable de regrouper les mesures en janvier 2024, mais que, ces mesures valant pour 2023, une deuxième campagne devra intervenir avant la fin de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite